

Reçu le 19 Mars 1896

Legation de Suisse  
en  
France



Paris, le 18 Mars 1896  
139, rue de Marignan

No 1/96

~~Confidentiel~~  
circulation  
L

Prière de rapporter  
le numéro de tous

Monsieur le Président,

Tous savez par mon télégramme  
d'hier soir que le gouvernement français  
a publié dans l'après-midi un communiqué  
ainsi conçu :

„Le Ministre des Affaires étrangères  
„a fait connaître au conseil qu'il avait reçu,  
„hier, de l'ambassadeur d'Angleterre en France  
„une lettre l'informant du projet d'une expédition  
„militaire à Dongola.

Dans un entretien qu'il a eu ensuite  
„avec lord Dufferin, M. Berthelot a demandé à celui-ci  
„des renseignements sur les causes et le but de ce projet  
„et a appelé son attention sur la gravité de ses conséquences.

Am  
Département fédéral Politique  
à Berne.





8981000181  
 Detenu ce matin depuis 9 h et de nouveau cet  
 après midi à partir de 2 h et 1/2 à la Conférence  
 des chemins de fer je n'ai pas pu voir beaucoup  
 de monde; ce matin à 8 h je me suis rendu  
 chez mon ancien ami M. Logordon, Ministre de  
 France au Caire, arrivé à Paris il y a 8 jours  
 et qui repart demain pour l'Égypte. M. Logordon  
 a en hier soir un entretien avec M. Berthelot  
 qui lui a montré le résumé écrit immédiatement  
 de son entretien avec Lord Dufferin; cet entretien a  
 été très court et n'a rien de tragique; le  
 Gouvernement français estime que des dépenses  
 aussi formidables que peuvent le devenir  
 celles d'une expédition dans le Soudan ne  
 sont pas un des petits faits de la vie ordinaire  
 de l'Égypte; la Commission européenne de  
 contrôle financier laisse souvent les Anglais  
 engager des dépenses secondaires acceptées  
 par la majorité de la Commission de contrôle  
 sans exiger l'unanimité; cette fois-ci la



France estime qu'une expédition de ce genre  
 doit être discutée et décidée en commun;  
 en outre M. Cogordan ne m'a pas caché et m'a  
 même dit très franchement que le Gouvernement  
 français était décidé à sortir de son rôle  
 d'effacement; il m'a assuré que jusqu'ici  
 il n'avait pas été question entre Paris et  
 Londres de la situation prise en Egypte par  
 les Anglais dans les conversations diplomatiques  
 mais que la résolution était maintenant prise  
 de demander une discussion et un échange de  
 vue sur les moyens de mettre fin à  
 l'occupation unilatérale par les Anglais,  
 sur le régime à substituer à cette occupation  
 anglaise et il ne m'a pas caché qu'une des  
 solutions auxquelles on pense était la  
 possibilité de créer en Egypte une armée  
 internationale dont le commandement serait  
 confié à des officiers suisses. On n'a  
 pas l'intention de brusquer mais on est résolu  
 à discuter et à amener la fixation d'une



note même émise pour la substitution d'un régime européen au régime anglais en Egypte.

M. Logordon n'a pas pu me dire quelle situation la Triple-alliance, et en particulier l'Allemagne, prenait sans la question, mais il a ajouté que le Ministre allemand au Caire, qui doit quitter cette ville ces jours-ci pour prendre un autre poste, était personnellement anglophobe et partisan de l'Européisation de l'Egypte.

Je regrette d'être obligé de retourner à la Conférence des Chemins de fer et de ne pouvoir puiser à d'autres sources de renseignements pour aujourd'hui; je vous prie de considérer ce que m'a dit M. Logordon comme très confidentiel car il m'a parlé comme ami plutôt que comme collègue. Je dois ajouter que même dans les cercles français on n'hésite pas à trouver le communiqué d'hier soir peu diplomatique et d'une forme trop vive.

Aguez, Monsieur le Président, à, assurées de ma très haute considération.

Leruby